

La Grande Interview de *La Semaine*

Michèle Alliot-Marie est quelqu'un qui a énormément compté ici et qui compte toujours. Elle a toujours une aura. Elle a une expérience que personne n'a ici. Elle a occupé tous les plus grands postes ministériels que la République peut produire. Quand elle parle, c'est quelqu'un que l'on écoute. Elle sait de quoi elle parle et cela s'entend. Maintenant qu'elle a pris un peu de recul, les bons souvenirs restent et c'est quelqu'un que les militants apprécient d'entendre.

Thibaut Corby est très jeune, vous avez un âge plus avancé et Michèle Alliot-Marie a son âge... Il se murmure qu'elle pourrait être candidate aux élections européennes. Ce n'est pas vous qui allez m'en dire du mal mais plus généralement, est-ce que vous ne pensez pas que l'on a tendance aujourd'hui à construire des listes avec des gens jeunes et plus âgés parce qu'ils ont de l'expérience ? Aujourd'hui, on a l'impression que dès que l'on a dépassé 65 ou 70 ans, on n'est plus bon à rien si ce n'est rentrer à la maison s'occuper de son potager...

Une liste doit être plurielle, l'expérience ne se remplace pas. Il faudra pour la liste aux européennes, des jeunes, des gens d'expérience – Michèle Alliot-Marie évidemment et comme vous l'avez dit, ce n'est pas moi qui en dirai du mal. C'est quelqu'un qui compte et qui a une expérience. Je pense que pour encadrer des jeunes – on dit que François-Xavier Bellamy serait tête de liste –, on a besoin de l'expérience des anciens. La transmission, c'est important, en politique comme dans le tout-venant. Je pense qu'une liste doit être constituée de gens jeunes, moins jeunes, d'expérience... et tout cela pour fonctionner dans l'intérêt général du parti.

Plus localement, est-ce que vous pensez qu'un maire qui a dépassé les 70 ans peut être candidat, l'année prochaine, aux municipales ? On peut parler d'un petit village où il n'y a pas beaucoup de candidats mais aussi de villes un peu plus importantes...

Comme pour ce que je disais pour le poste de délégué de circonscription, je crois que ce qui compte, c'est l'envie. Il y a des gens qui, passé 70 ans, sont un peu fatigués. Leur décision les regarde. Mais il y a aussi des gens qui ont dépassé 70 ans et qui sont en pleine forme. Ils ont envie et peuvent encore donner. L'âge de la carte d'identité n'a aucune importance pour moi. Ce qui compte c'est vraiment l'envie et ce qu'ils peuvent donner.

Venons-en à la politique nationale. D'une part, cela vous intéresse et puis on vous voit toujours très actif avec la dent assez dure sur les réseaux sociaux. Parlons du mouvement des gilets jaunes. Vous avez suivi cela avec un œil très attentif. Vous vous êtes assez peu exprimé dessus, on peut penser que vous étiez un peu prudent. Où en est-on aujourd'hui et comment jugez-vous cela ?

J'étais prudent parce que les revendications sont légitimes mais la violence me dérange. C'est pour cela qu'il est extrêmement compliqué de prendre une position bien tranchée. Aujourd'hui, au moment où nous en sommes, je ne pense pas que le grand débat soit la solution pour que cela s'apaise. Mais il est temps que les violences s'arrêtent. Il faut aussi, pour qu'elles s'arrêtent, que les revendications que portent les gilets jaunes soient entendues.

Emmanuel Macron, avec son grand débat et ses qualités d'orateur, n'est-il pas en train tirer bénéfice de ce qui s'est passé ? On voit beaucoup d'inquiétudes dans les

soyons au même niveau qu'aux élections européennes passées.

Le vrai combat risque d'être les municipales. Vous êtes implanté, vous avez des mairies. Rien que sur la Côte basque, vous en avez plusieurs. Vous vous dites que le Parti socialiste ne jouera plus grand chose et que vos nouveaux adversaires seront La République en marche ?

Je pense que pour les élections locales, on sortira d'Emmanuel Macron et des choses un peu immatérielles comme cela pour en revenir au territoire et aux gens implantés, aux gens qui ont donné aux habitants leur expérience et leur

avez quitté une entreprise familiale et vous avez connu un bouleversement considérable où tout a été mis par terre. On n'a pas l'impression que vous en vouliez à l'Europe d'avoir été obligé de changer de vie. Au contraire, vous avez l'air d'être assez attentif, en tant que gaulliste pur sucre, à ce que l'Europe peut amener à vos enfants et petits-enfants.

Aujourd'hui dans le monde dans lequel nous vivons, nous ne pouvons plus être tout seuls. Evidemment, la création du marché unique en 1993 a été un bouleversement économique à Hendaye. J'en ai moi-même pâti avant de rebondir avec mon frère et mes

Il est certain que nous n'avons pas le même niveau d'imposition mais on voit aussi des exemples comme le Brexit qui est assez violent... Est-ce que vous pensez que l'on doit construire une Europe très différente de ce qu'elle est aujourd'hui ou est-ce que c'est presque plus un problème d'harmonisation fiscale alors qu'il y aurait tout pour réussir ? Et est-ce que c'est la même chose en France : il y a tout pour réussir... ?

Différents sondages ont montré que nous étions l'un des pays les plus dépressifs du monde, derrière l'Afghanistan ou des pays en guerre comme cela. Nous sommes comme cela en France, nous aimons bien râler. C'est la tradition gauloise et c'est très bien comme cela. Pour aller dans le sens de notre pays, il faut que nous prêtions moins le flanc à ces critiques. Il y a des choses qui sont évidentes : je reviens au prix de l'essence ou à celui des cigarettes. Il faut arriver à un moment donné à harmoniser pour ne pas qu'on ait l'impression de se faire tout le temps avoir. C'est cela que je ressens auprès des adhérents et des militants. Ils ont l'impression d'être toujours lésé par rapport aux pays voisins de l'Europe. Le sens du message que nous devons apporter est celui-là : il faut à tout prix tirer cette Europe dont on a besoin pour lutter économiquement avec le monde entier, en embarquant tout le peuple avec nous. Pas en l'excluant et en lui laissant dans la tête l'idée que nous sommes lésés par rapport à nos voisins.

Dernier point, est-ce que vous pouvez soutenir Emmanuel Macron sur une chose, c'est-à-dire sur l'impôt sur la fortune qu'il ne souhaite pas rétablir ? Est-ce que vous pensez qu'il a raison ? Il donne toute une doctrine avec cela en expliquant que le rétablir, ça ne serait pas favorable pour l'économie française.

Le problème de l'ISF est une chose. Je pense qu'il a eu raison de faire ce qu'il a fait. Le tort a été de le faire simultanément à la hausse de la CSG pour les retraités et la baisse des APL pour les étudiants. C'est cela qui a mis le feu aux poudres. Il aurait été plus mesuré, nous n'aurions pas eu le problème des gilets jaunes et ce doigt dans l'engrenage où on en vient à expliquer l'inexplicable. On ne peut pas faire des cadeaux aux riches, dans la tête des gens – on en revient à l'Europe et cette idée du « eux, ils ont tout et nous, nous n'avons rien » – et en même temps baisser de 5 euros les APL et plomber les retraités par la hausse de la CSG. Ce sont ces trois mesures qu'il a pris simultanément qui ont mis le feu aux poudres. Il n'aurait pas dû agir comme cela. Il aurait dû être plus dans le sens des Français et n'ont pas l'esquiver comme il l'a fait.



© KE

états-majors politiques, y compris le vôtre, sur le fait qu'aux européennes, La République en marche risque d'être le premier parti...

La différence entre la campagne présidentielle et le grand débat, c'est qu'autant lors de la présidentielle, Emmanuel Macron était en contact avec les Français, autant là, on le voit en contact avec des maires et des salles choisies, ce qui est le contraire d'une campagne électorale. Evidemment, il n'a pas que des défauts et dans cet exercice, il est bon. Mais ce sont des Français choisis. Pour en revenir aux européennes et au score supposé qu'il fera, on verra bien. L'élection est dans quatre mois. C'est une élection où nous, Les Républicains, nous ne sommes traditionnellement, jamais très haut. Souhaitons que nous

temps. Ce sera un retour à la vraie politique, la politique du quotidien, la politique où nos candidats et nos aires en place donnent du temps depuis longtemps. On verra ce que fera La République en marche aux municipales et els listes qu'ils seront en mesure de faire. Il est évident que les élections municipales, comme les départementales, nous seront plus favorables que les européennes. C'est là où va se jouer l'avenir des Républicains.

Vous savez que l'Europe fait peur, dans un parti comme dans le vôtre peut-être que dans d'autres. On dit aussi que les gens ont aussi peur avant tout pour eux, avant l'intérêt général... Vous êtes un peu le contraire de cet exemple parce que dans votre métier, vous

parents. Mais l'avenir ne pourra se faire qu'avec l'Europe mais à condition de la rendre plus sociale et plus humaine, et plus fraternelle. Aujourd'hui, les Français ont l'impression de s'être fait avoir au profit des pays de l'est, à cause des distorsions fiscales. Les Français ont l'impression d'avoir eu le mauvais rôle. Il faut qu'aux Républicains, nous expliquions qu'il faut que nous pesions pour que cette Europe soit plus juste, ne serait-ce que fiscalement et socialement. Ici à la frontière, nous voyons bien que nous avons tous tendance à faire le plein en Espagne parce que c'est moins cher qu'en France. Il y a des choses qui touchent le quotidien des Français qui font qu'ils se méfient de l'Europe.